



Lundi 6 juillet 2015

La France doit favoriser un accord pour que la Grèce reste dans la zone euro

La large victoire du non des Grecs aux nouvelles conditions posées par ses créanciers pour débloquer de l'argent frais est un message puissant du peuple contre les politiques menées depuis la première crise grecque en 2009.

Alors que François Hollande souhaitait que les Grecs votent oui, il convient maintenant de rallier nos partenaires européens à une position de compromis qui pourrait permettre de préserver l'intégrité de la zone euro tout en ouvrant un chemin d'espoir pour l'économie grecque aujourd'hui exsangue.

Depuis 2009, des mesures d'austérité successives pour sauver la Grèce ont été prises conformément à l'ordo-libéralisme, idéologie allemande aujourd'hui dominante en Europe en vertu de laquelle l'État ne doit pas mener de politiques économiques conjoncturelles et se tenir à l'écart de toute stimulation macro-économique. Alors que nos principaux partenaires économiques faisaient au contraire de puissantes politiques de relance contra-cycliques suite à la crise de 2008 et ont retrouvé la croissance, l'Europe s'enfonce dans la stagnation et la Grèce plonge.

A force de couper dans les dépenses publiques et d'augmenter les impôts sans investir avec comme seule boussole économique le remboursement de la dette, on a coupé le moteur grec qui fonctionnait déjà au ralenti. Alors que l'objectif était de réduire la dette grecque, celle-ci a flambé de 120% du PIB en 2009 contre 175% aujourd'hui, le PIB grec a chuté de 25% depuis 2012. En outre, les créanciers de la Grèce s'étaient engagés à restructurer la dette grecque dès que le pays aurait un budget en excédent primaire (c'est-à-dire que ses recettes seraient supérieures à ses dépenses, frais financiers mis à part). La Grèce a passé ce cap là en janvier 2014, mais aucune discussion n'a eu lieu. Dès sa victoire aux élections de janvier, Alexis Tsipras a donc légitimement remis le sujet sur la table.

Aujourd'hui la moitié des salariés grecs gagnent moins de 700 euros par mois contre 1000 avant la crise. Le chômage a doublé en 5 ans : un quart des Grecs n'a pas de travail. Un grec sur quatre vit sous le seuil de pauvreté. Plus d'un grec sur quatre n'a pas de sécurité sociale.

Si la Grèce doit aussi être capable de moderniser son État, notamment en faisant mieux rentrer les impôts et en créant un cadastre, il faut à présent que les européens annulent la partie de la dette grecque dont ils sont responsables, étalent les remboursements du reste à charge dans le temps long et cessent de d'exiger des mesures d'austérité (hausse de la TVA, hausse des impôts sur les classes moyennes et classes populaires ...) en échange d'argent frais car ces mesures ont prouvé leur inefficacité.

Alors que l'Europe est critiquée pour son manque de démocratie, un accord serait un signe encourageant pour tous ceux qui espèrent remettre l'union sur les rails du progrès social et de la croissance alors qu'elle est aujourd'hui synonyme d'inefficacité économique et de régression sociale.